

## « Note d'infos », n° 50, Décembre 2012

### Edito

Ce cinquantième numéro de la « Note d'infos » coïncide avec une période importante pour le réseau FAR : la tenue de la **première Assemblée Générale en présentiel de l'Association Réseau international FAR** après l'atelier organisé à Yaoundé et l'élection d'un nouveau président et de son bureau (v. les deux premières rubriques de cette note). Ce bureau pourra s'appuyer sur l'évaluation à mi-parcours du programme ADEX.FAR qui lui a été présentée lors de cette manifestation et qui a notamment souligné l'importance du travail que le réseau a réalisé pour favoriser l'inscription de la Formation Agricole et Rurale à l'agenda de plusieurs organisations internationales. Cette évaluation a mis également en avant la nécessité de poursuivre l'effort vers l'émergence de plateformes nationales de concertation des acteurs de la formation agricole et rurale. M. Pierre Blaise Ango, nouvellement élu à la présidence de l'association, poursuivra donc l'action menée jusqu'alors par Dr Adama Coulibaly, président du comité de pilotage du réseau depuis sa création en 2006 et désormais président d'honneur nommé à l'unanimité par les membres de l'association.

### Actualités du Réseau : la nécessité de créer des espaces de concertation, importante conclusion de l'atelier FAR de Yaoundé

Un atelier a été co-organisé par les réseaux FAR et FARCAM du 20 au 22 novembre 2012 à l'hôtel Mansel à Yaoundé sur le thème « Démarches de rénovation, de création et de mise en œuvre de dispositifs de formations techniques et professionnelles agricoles et rurales »\*. La trentaine d'acteurs des 15 pays présents (les 13 pays membres du réseau FAR ainsi que le Cambodge et Haïti), à laquelle s'était jointe une délégation d'une cinquantaine de Camerounais et une vingtaine de participants supplémentaires, ont réfléchi à la mise en place de leur propre dispositif en partageant et analysant leurs réflexions et réalisations en matière de formation agricole et rurale.

La **nécessité de créer des espaces de concertation** est apparue une nouvelle fois comme un point crucial et un levier de rénovation dans la plupart des pays. En effet, l'Etat doit s'appuyer sur tous les acteurs (maires, chefs de village et autorités traditionnelles, organisations paysannes et professionnelles agricoles, collectivités locales, société civile, parents d'élèves, etc.) afin d'ancrer le dispositif dans la réalité socioprofessionnelle et culturelle des territoires, comme cela a été observé au Cameroun.

Selon les participants à l'atelier, un tel cadre de concertation peut permettre la mise en place d'un dispositif de formation **efficace et pérenne** car en adéquation avec les besoins et les conditions des agriculteurs. Ce serait aussi un lieu d'information et de sensibilisation, de plaidoyer et d'accompagnement des échanges d'expériences. En effet, la mise en communication entre les parties prenantes serait une formidable avancée pour des systèmes le plus souvent parcellisés où les centres de formation agissent sans lien entre eux et avec peu de relation avec l'Etat.

Avec le programme national AFOP, le Cameroun a déjà développé une cinquantaine de centres de formation, y compris privés, en synergie avec les ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage.



Ces centres organisent l'enseignement par alternance et s'appuient sur un ancrage territorial fort. Ce sont deux éléments, la concertation et l'ancrage territorial, qui, servis par une pédagogie réfléchie, ont été définis comme les éléments moteurs de la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale au cours de cet atelier.

Enfin, l'ambassadeur de France au Cameroun a souligné que le réseau FAR est « un outil de réflexion irremplaçable pour accompagner la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale ».

\* : Pour plus d'infos, voir <http://www.reseau-far.com/outils/actualites/details-actualite/article/atelier-reseau-far-yaounde.html>

### Election du bureau de l'association Réseau FAR

La deuxième assemblée générale (AG) de l'Association Réseau international FAR s'est tenue le 23 novembre 2012 suite à l'atelier de Yaoundé et en présence de tous les membres actifs. Elle a procédé au vote à l'unanimité du Président et du Bureau de l'Association en remplacement du Comité de Pilotage (CoPil) du Réseau présidé par Adama Coulibaly depuis 2006.

Ce bureau, élu pour trois ans, est constitué de :

- Président : M. [Pierre Blaise ANGO](#), (Cameroun) ;
- Secrétaire : M. [Marcellin HYLE](#), (Bénin) ;
- Trésorière : Mme [Aicha Ben Slama](#), (Tunisie).

L'AG a décidé à l'unanimité de nommer Dr Adama Coulibaly, Président d'honneur, et M. Martin Weiss, membre d'honneur.

### Une récompense décernée à Pierre Blaise Ango

L'ambassadeur de France au Cameroun, S.E. M. Bruno Gain, a remis le 22 novembre 2012 à Yaoundé les insignes de chevalier du mérite agricole sur proposition du ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt français à M. Pierre Blaise Ango, coordonnateur du programme national de rénovation de l'enseignement agropastoral et halieutique AFOP et nouveau président de l'association FAR.



P.B. Ango a clairement fait état que cette récompense individuelle honorait avant tout une action collective qui n'aurait pu avoir lieu sans sa famille et sa communauté qui l'ont toujours soutenu, sans les maîtres et éducateurs qui l'ont guidé, et sans ses collègues camerounais et étrangers, actuels et anciens, avec qui il a souvent travaillé 25 heures sur 24.

## Evaluation à mi-parcours d'ADEX.FAR : extraits

« Sans l'appui apporté par le projet ADEX.FAR, le réseau international FAR n'aurait pu réaliser ses ambitions. Les ateliers thématiques et rencontres internationales ont été **unaniment appréciés**, ont favorisé les échanges d'expériences et ont permis de produire et de partager des connaissances. Les études pays ont créé une **véritable dynamique** et ont suscité de l'émulation dans le développement des réseaux nationaux. Elles ont eu également pour effet un renforcement de compétences des acteurs pour comprendre et agir sur les dispositifs nationaux de FAR.

La prise en compte des enjeux de la FAR par les bailleurs internationaux est un **résultat indéniable**. Plusieurs partenaires techniques et financiers internationaux (dont le FIDA, l'UNESCO, la FAO) ont été sensibilisés aux enjeux de la FAR grâce aux activités de lobbying et de plaidoyer du réseau FAR et sont conscients aujourd'hui de la nécessité d'inscrire ces questions dans l'agenda international.

En revanche tous les acteurs **regrettent** que le volet renforcement des capacités n'ait pas été déployé et que l'accompagnement des dynamiques pays ait été enclenché **tardivement** pour accompagner la structuration des réseaux nationaux. Ils font ressortir également les **faibles résultats** du lobbying auprès des décideurs politiques nationaux. (...)

L'appui à la mise en place des plateformes nationales, la montée en capacité des acteurs et le développement de l'expertise au Sud constituent donc toujours des enjeux forts pour le réseau FAR et les efforts à fournir dans ces domaines restent **une priorité**. Cet appui passe par la mise en place de stratégies adaptées aux contextes spécifiques des pays et des dynamiques au Sud, et par la combinaison d'actions synergiques (appuis directs ou à distance, formation, expertise, production de ressources) pour aider les réseaux à monter leurs plans d'action et projets à soumettre aux États et bailleurs.

La perspective d'un deuxième projet ADEX.FAR doit être envisagée pour **pérenniser la dynamique enclenchée, consolider les acquis, remédier aux insuffisances et atteindre les résultats et les impacts recherchés.** »

## Etudes du réseau FAR



Parmi les deux études commanditées par le réseau en 2011, les documents suivants ont été publiés en octobre et novembre :

– **Note méthodologique de l'étude** (vol. 2) et **Etude sur le Cameroun** (vol. 3) par Aboubakar Njoya de l'*Analyse comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de FAR dans 3 pays d'Afrique : Cameroun, Maroc, Madagascar*.

– **Etude en Guinée** par Hassina Rivière Hamaili en collaboration avec Malick Fofana de *Quelles formes d'apprentissage mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de formation des populations rurales en Afrique*.

Ces documents sont accessibles sur le site du réseau (en page d'accueil et à l'onglet « Etudes »).

## Sur l'agenda international

### XII<sup>ème</sup> Forum économique international sur l'Afrique

Organisé le 4 octobre 2012 à Paris par l'OCDE avec différents partenaires dont la BAD, ce forum portait sur la question de la « Gestion des ressources humaines et naturelles : quelles politiques pour promouvoir l'emploi des jeunes en Afrique ». Tout en affirmant l'importance économique et sociale du secteur agricole et rural et de ses

ressources, le forum a été discret sur la formation technique et professionnelle des producteurs. Relevons toutefois l'intervention du Premier ministre togolais, Arthème Ahoomey-Zunu soulignant d'une part, les qualités et compétences des paysans qu'exige le développement de ce secteur et insistant d'autre part, sur les mesures à prendre dans son pays pour une « réforme intégrant les parties prenantes des systèmes de formation, des parcours de formation et des dispositifs d'insertion ». « En matière de culture et d'élevage, les savoirs et les compétences ne relèvent pas seulement de l'agronomie ou de la zootechnie mais aussi de l'économie, de la gestion, du droit, de la communication... » selon Pedro Conceição du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. Enfin, Paul Ginies, Directeur général de la Fondation 2iE (Ouagadougou, cf. Note d'Infos n° 47), a présenté l'approche innovante de son institution en matière de formation des cadres.

## A lire, à voir...

Dans le cadre de l'atelier FAR de novembre 2012 à Yaoundé, le réseau a réalisé un petit film sur le programme AFOP : **Comme un battement de cœur pour la terre.**

Vous pouvez le voir sur :

<https://www.youtube.com/watch?v=CcKMYySjuxk&HD=1>



### **The State of Food Insecurity in the World 2012** (FAO/WGP/IFAD, Rome, 2012, 62 p.)

Le sous-titre est « Economic growth is necessary but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition ».

Extrait du résumé en ligne (notre traduction) :

« La croissance économique prend du temps pour atteindre les pauvres et peut ne pas atteindre les plus pauvres parmi les pauvres. Par conséquent, la protection sociale est cruciale pour éliminer la faim aussi rapidement que possible. En outre, lorsqu'elle est correctement structurée, la protection sociale favorise aussi la croissance économique en construisant le capital humain et en aidant les agriculteurs à gérer les risques afin qu'ils puissent adopter des technologies améliorées. Enfin, des progrès rapides dans la réduction de la faim nécessite l'action des gouvernements pour fournir des biens publics essentiels et des services au sein d'un système de gouvernance fondée sur la transparence, la participation, la responsabilité, la primauté du droit et les droits de l'Homme. »

Les « messages essentiels » n° 6, 7, 9 et 10 du résumé constituent une référence intéressante même si la formation agricole et rurale n'est pas explicitement évoquée. Le document inclut des encadrés et illustrations particulièrement intéressants.

Téléchargeable en intégralité (3,9 MO,

<http://www.fao.org/docrep/016/i3027e/i3027e.pdf>) ou par partie

(<http://www.fao.org/docrep/016/i3027e/i3027e00.htm>).

### **Jeunes du monde aujourd'hui, producteurs et artisans demain. Quels engagements pour une insertion durable dans les territoires ?**

C'est sous cet intitulé que les Maisons Familiales Rurales (MFR) ont organisé le 9 mars dernier à Paris une rencontre internationale qui a réuni des acteurs de la formation socioprofessionnelle français et étrangers. Les actes qui incluent le témoignage de P.B. Ango, sont disponibles sur :

<http://mfr.fr/presse/Documents/Actes%20Rencontres%20flash-bd.pdf>.



### **Principaux objectifs de la stratégie commune Union européenne-Afrique - Deuxième plan d'action 2011-2013** (« document évolutif », juillet 2012, 36 p.)

Le plan s'efforce de traduire en actions concrètes les engagements politiques et stratégiques pris lors du 3<sup>e</sup> sommet UE-Afrique de Tripoli en novembre 2010. Ce document offre une sorte de photographie à mi-parcours de la mise en œuvre conjointe du plan.

Disponible en français à partir du site du réseau : <http://www.reseau-far.com/outils/actualites/details-actualite/article/principaux-objectifs-de-la-strategie-commune-ue-afrique-deuxieme-plan-daction-2011-2013.html>.